



**PRÉFET
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale des
territoires et de la mer**

Service de l'Environnement
Unité Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques

Arras, le 20 avril 2021

**RECEPISSE DE TRANSFERT DU BENEFICE ET MODIFICATIONS DE LA DECLARATION
CONCERNANT L'AMENAGEMENT DU QUARTIER DE LA REPUBLIQUE
COMMUNE DE BOULOGNE SUR MER**

Dossier n°62-2021-00121

Vu le Code de l'Environnement et notamment le Livre II de la partie Législative et le Livre II Chapitre IV de la partie Réglementaire ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code Civil, et notamment son article 640 ;

Vu le décret n°94-469 du 3 juin 1994 modifié relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.372-1-1 et 372-3 du code des communes ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Louis LE FRANC, en qualité de Préfet du Pas-de-Calais (hors classe) ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-60-06 du 15 janvier 2021 portant délégation de signature ;

Vu la déclaration au titre de l'article L 214-3 du Code de l'Environnement reçue le 28 mai 2013, présentée par la Ville de BOULOGNE SUR MER, enregistrée sous le n° 62-2013-00102 et relative à l'aménagement de la ZAC République sur la commune de BOULOGNE SUR MER pour laquelle un récépissé de déclaration a été délivré le 13 août 2013 ;

Vu la nouvelle déclaration au titre de l'article L 214-3 du Code de l'Environnement reçue le 21 novembre 2016, présentée par Aménagement du Territoire Boulonnais, enregistrée sous le n° 62-2016-00264 et relative à l'aménagement de la ZAC République sur la commune de BOULOGNE SUR MER pour laquelle un récépissé de déclaration a été délivré le 16 février 2017 ;

Vu le dossier modificatif à la déclaration reçu le 19 octobre 2018 présenté par Aménagement du Territoire Boulonnais, enregistrée sous le n° 62-2018-00276 pour lequel un accord a été émis le 26 mars 2018 ;

Vu la demande de transfert de bénéficiaire et de modifications de la déclaration établie par la Ville de BOULOGNE SUR MER le 15 avril 2021 enregistrée sous le n° 62-2021-00121 ;

donne récépissé à la :

**VILLE DE BOULOGNE SUR MER
Place Godefroy de Bouillon – BP 729
62321 BOULOGNE SUR MER Cedex**

de la déclaration de transmission à son profit du bénéficiaire de la déclaration relative au rejet des eaux pluviales issues de l'aménagement du quartier de la République dans le cadre de la ZAC République-Eperon d'une superficie de 7,5 ha dont la réalisation est prévue sur la commune de BOULOGNE SUR MER ayant fait l'objet d'un récépissé délivré le 16 février 2017 à la Société Publique Locale Aménagement du Territoire Boulonnais.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L 214-3 du code de l'environnement. Les rubriques concernées de l'article R.214-1 du Code de l'Environnement sont les suivantes :

| <i>Rubriques</i> | <i>Intitulé</i> | <i>Régime</i> | <i>Arrêtés de prescriptions générales correspondant</i> |
|-------------------------|---|----------------------|--|
| 1.1.1.0 | Sondage, forage y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau (D) | <i>Déclaration</i> | <i>Arrêté ministériel du 11/09/2003 modifié</i> |
| 1.1.2.0 | Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 1° Supérieur ou égal à 200 000 m ³ /an (A) 2° Supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an (D) | <i>Déclaration</i> | <i>Arrêté ministériel du 11/09/2003 modifié</i> |

| <i>Rubriques</i> | <i>Intitulé</i> | <i>Régime</i> | <i>Arrêtés de prescriptions générales correspondant</i> |
|------------------|--|--------------------|---|
| 2.2.3.0 | Rejet dans les eaux de surface, à l'exclusion des rejets réglementés au titre des autres rubriques de la présente nomenclature ou de la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9, le flux total de pollution, le cas échéant avant traitement, étant supérieur ou égal au niveau de référence R1 pour l'un au moins des paramètres qui y figurent (D). | <i>Déclaration</i> | <i>Arrêté ministériel du 27 juillet 2006 modifié</i> |
| 4.1.2.0 | Travaux aménagement portuaires et autres ouvrages réalisés en contact avec le milieu marin et ayant une incidence directe sur le milieu d'un montant : 1) Supérieur ou égal à 1 900 000 € : Autorisation 2) Supérieur ou égal à 160 000 € et inférieur à 1 900 000 € : Déclaration | <i>Déclaration</i> | <i>Arrêté Ministériel du 23 février 2001 modifié</i> |

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés dont les références sont indiquées dans le tableau ci-dessus et qui sont joints au présent récépissé. Au vu des pièces constitutives du dossier complet, il n'est pas envisagé de faire opposition à cette déclaration

Copie de la déclaration et de ce récépissé sont adressées à la mairie de la commune de BOULOGNE SUR MER où cette opération doit être réalisée, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois, à la Commission Locale de l'Eau (CLE) du SAGE du Bassin Côtier du Boulonnais et en Sous Préfecture de BOULOGNE SUR MER pour information. Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Pas-de-Calais durant une période d'au moins six mois.

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente et notamment au tribunal administratif de LILLE qui peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision en mairie de BOULOGNE SUR MER ;

2° Par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

En application de l'article R.214-40-3 du Code de l'Environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre

déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée à M. le Préfet du Pas-de-Calais au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du Code de l'environnement.

En application de l'article R.214-40 du Code de l'Environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L 216-3 du Code de l'Environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

Pour le Préfet et par délégation
Pour le directeur départemental des territoires
et de la mer par intérim
Le Chef du service de l'Environnement



Olivier MAURY

PJ : Arrêtés de prescriptions générales

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent.

Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée.

Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>)